

PRÉFECTURE DE LA LOIRE

42022 SAINT-ETIENNE CEDEX 1

Téléphone : 77-33-42-45

DIRECTION DE L'ADMINISTRATION GÉNÉRALE
ET DE LA RÉGLEMENTATION

BUREAU DE L'ENVIRONNEMENT

Poste Téléphonique intérieur
à appeler :

YM/AR 4122

DOSSIER N°16870

Le

Le Préfet de la Loire
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU la loi du 19 juillet 1976 modifiée, relative
aux installations classées pour la protection de l'environnement,

VU le décret du 21 septembre 1977 modifiée,
pris pour l'application de la loi du 19 juillet 1976 précitée et du titre 1er de la loi
du 16 décembre 1964 relative au régime et à la répartition des eaux et à la lutte
contre leur pollution et notamment son article 18,

VU le décret N°89.838 du 14 novembre 1989,
portant application de l'article 7.1 de la loi susvisée et modifiant la nomenclature
des Installations Classées,

VU l'instruction interministérielle du 12 juillet
1985, relative aux plans d'intervention en cas d'accidents liés aux risques
technologiques,

VU les circulaires ministérielles du 2 août 1985
et 8 juillet 1986 relatives à l'application de l'instruction ORSEC "Risques
Technologiques" aux Installations Classées,

VU la circulaire interministérielle du 30 avril
1990 relative à l'obligation pour les exploitants, détenteurs d'un stock de plus de
10 tonnes de produits explosifs, de fournir une étude de danger et un plan d'opération
Interne,

VU l'arrêté préfectoral du 29 janvier 1976,
autorisant la société RIVOIRE, à installer en Z.I. de Verpillieux à Saint Etienne,
un dépôt de munition de sûreté d'un maximum de 10 millions de cartouches de
chasse,

VU l'arrêté préfectoral du 23 octobre 1989,
autorisant, l'extension et la restructuration des activités de la Société
TRANSPORTS RIVOIRE et Fils et notamment un dépôt de cartouches de chasse
d'une capacité totale de 47 tonnes de poudre,

VU les avis émis par :

- M. le Directeur Régional de l'Industrie de la Recherche et de l'Environnement,
Inspecteur des Installations Classées, le 8 janvier 1991
- M. le Directeur Départemental des Services d'Incendie et de Secours,
- le Conseil Départemental d'Hygiène lors de sa séance du 22 février 1991,

.../...

CONSIDERANT :

- qu'il est nécessaire d'améliorer la prévention des risques et pollutions liés à l'exploitation de cet établissement et de compléter, en conséquence, les prescriptions applicables,

- que, pour ce faire, il est nécessaire de disposer d'une évaluation technique et économique précise des possibilités d'amélioration à partir des conditions de fonctionnement actuelles du dépôt et des risques qu'il représente,

SUR PROPOSITION de Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de la Loire,

A R R E T E

ARTICLE 1er : Monsieur le Directeur de la Société RIVOIRE est tenu d'établir un "plan d'opération interne", en conformité avec les dispositions de l'instruction ministérielle du 12 juillet 1985 relative aux plans d'intervention en cas d'accidents liés aux risques technologiques (copie jointe)

- Ce plan doit définir les mesures d'organisation, les méthodes d'intervention et les moyens mis en oeuvre par l'exploitant en cas d'accident, en vue de protéger le personnel, les populations et l'environnement. Ce plan est transmis à la Direction Départementale de la Protection Civile et à l'inspection des Installations Classées ; le Préfet peut demander la modification des dispositions envisagées.

La transmission de ce plan devra intervenir avant
le 1er juillet 1991.

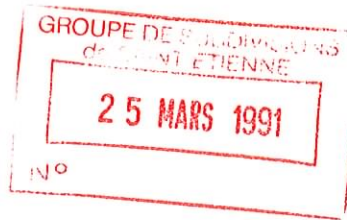
- En cas d'accident, l'exploitant assure à l'intérieur des installations la direction des secours jusqu'au déclenchement éventuel d'un plan particulier d'intervention par le préfet. Il prend en outre à l'extérieur de son établissement les mesures urgentes de protection des populations et de l'environnement prévues au plan d'opération interne et au plan particulier d'intervention en application des articles 2.5.2 et 3.2.2. de l'instruction interministérielle du 12 juillet 1985.

- L'exploitant est tenu de fournir au Préfet, les éléments spécifiquement et directement nécessaires à l'information préalable des populations concernées sur les risques encourus et sur les consignes à appliquer en cas d'accident.

ARTICLE 2: Monsieur le Secrétaire Général, Monsieur le Maire de SAINT ETIENNE, Monsieur le Directeur Régional de l'Industrie de la Recherche et de l'Environnement, Inspecteur des Installations Classées sont chargés chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une ampliation restera déposée en Mairie où tout intéressé aura le droit d'en prendre connaissance. Un extrait sera affiché pendant une durée minimum d'un mois à la Mairie, il sera dressé procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité.

Pour le Préfet
Fait à SAINT-ETIENNE, le **21 MARS 1991**
et par délégation
Le Secrétaire Général,

Joël TIXIER



AMPLIATION ADRESSEE A :

- Monsieur le Directeur de la S.A. RIVOIRE
Z.I. de Verpillieux
42000 SAINT-ETIENNE
- Monsieur le Ministre chargé de l'environnement
- Monsieur le Maire de SAINT-ETIENNE
- Monsieur le Directeur Régional de l'Industrie de la Recherche et de l'Environnement,
Inspecteur des Installations Classées
- Monsieur le Directeur Départemental de la Protection Civile
- Monsieur l'Inspecteur de l'Armement pour les poudres et explosifs
Centre Sully
92211 SAINT CLOUD Cedex
- 1er Direction - 3ème Bureau
- Archives
- Chrono

Pour le Secrétaire Général
et par délégation
L'Attaché de Préfecture
Chef de Bureau

Marie-Claude GESSEROT